

# LA PRESSE EN REVUE...



**MARDI 25 FEVRIER 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Il va porter plainte
- 2) Echanges musclés
- 3) Que reste-t-il du...
- 4) Etre prêt à l'effondrement de la...
- 5) Qui sont-ils
- 6) Il charge la barque !
- 7) Adoption de la loi...
- 8) Elle réagit à la polémique...
- 9) Jaurès est mort !



Gérard Diez La Presse en Revue

## **I) Accusé de défendre la Gestapo, Le Pen veut porter plainte contre Montebourg**



"Je n'oublie pas que le président du Front national a fait l'éloge il y a quelques années de la Gestapo et de l'occupation", a déclaré Arnaud Montebourg dimanche.

Accusé de faire l'apologie de la Gestapo par Arnaud Montebourg, Jean-Marie Le Pen n'a pas apprécié. Le président d'honneur du Front National a indiqué dimanche sur Twitter qu'il compte porter plainte contre le ministre.



Jean-Marie Le Pen @lepenjm

*Pupille de la Nation, jeune résistant, député européen, je porte plainte contre @montebourg qui m'accuse de faire l'apologie de la Gestapo.*

Invité à débattre dimanche avec Marine Le Pen sur RTL, Arnaud Montebourg a notamment déclaré: "Les gens ne veulent pas adhérer aux positions extrémistes et démagogiques du Front national. Le parti passe son temps à vociférer mais il n'a pas le début d'une solution, sauf extrêmement dangereuse, et pour couronner le tout, je n'oublie pas que le président du Front national a fait l'éloge il y a quelques années de la Gestapo et de l'occupation. Comme disait ma grand-mère, les chiens ne font pas des chats".

Né en 1928, Jean-Marie Le Pen est devenu pupille de la nation en 1942. L'entrée dans la Résistance lui a en revanche été refusée en novembre 1944, comme l'expliquait à L'Express Raymond Casas, ancien sergent des Forces françaises de l'intérieur, en 2007.

lexpress.fr

## II) Le Pen-Montebourg : combat de coqs dans la basse-cour politique

**La présidente du FN et le ministre du Redressement productif "débattaient" au "Grand Jury" dimanche soir. Échanges-chocs et petites phrases made in France !**

Le Point.fr

Quand deux avocats croisent le fer devant les caméras de télévision, cela sent le show ! Quand ils s'appellent Marine Le Pen et Arnaud Montebourg, on se doute que cela sera du

"brutal", même si, sur le fond, le débat risque de manquer d'arguments... C'est exactement ce qui s'est passé dimanche soir dans le Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro !



Marine Le Pen et Arnaud Montebourg sur le plateau de LCI et RTL, dimanche. © Capture d'écran

Les deux chantres du produire et du consommer français s'affrontaient. Ils ont le verbe haut, la petite phrase facile, la langue bien pendue et chassent tous les deux sur les mêmes terres : celle de l'électorat populaire qui se sent trahi par les élites, incompris par Bruxelles et oublié par les politiciens de Paris. À un mois des municipales, leur face-à-face revêtait une importance qui n'échappe à personne. Il faut à la fois mobiliser des Français qui s'éloignent des isolements, convaincre les hésitants, renchérir dans le made in France et faire passer l'autre pour un menteur qui se fiche de ses concitoyens au profit de ses ambitions propres. Qui a gagné ? À vous de juger ?

[http://www.lepoint.fr/politique/video-le-pen-montebourg-combat-de-coqs-dans-la-basse-cour-politique-24-02-2014-1795166\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/video-le-pen-montebourg-combat-de-coqs-dans-la-basse-cour-politique-24-02-2014-1795166_20.php)

## III) Que reste-t-il du MoDem ?



Par Estelle Gross

**Le parti centriste se divise à l'approche des municipales**

"Qu'est-ce qu'il en reste ? Qu'est-ce qu'il en reste...". Jean-François Martins peine à répondre quand on lui demande ce qu'il subsiste du MoDem. Le conseiller de Paris qui a fait le choix de rallier la candidate socialiste Anne Hidalgo dans la bataille pour les municipales soupire, puis lâche qu'il ne demeure "pas grand chose de cette



belle idée qui avait conduit à la création du parti" en 2007. "Le MoDem fera pleins d'élus, il remplit sa fonction de parti, mais à quel prix ?"

La constitution des listes pour les élections municipales fait en tout cas tanguer la formation centriste dirigée par François Bayrou, parti centriste proclamé indépendant mais plus que jamais tiraillé entre sa gauche et sa droite.

### **"Il y a un revirement d'alliance un peu**

En faisant le choix, dans l'entre deux tours de la présidentielle de 2012, d'afficher son soutien à François Hollande, François Bayrou avait mis un premier coup de canif dans l'équilibre fragile du parti centriste.

"Le MoDem a toujours été composé d'un tiers de centre droit, un tiers de centristes jusqu'au boutistes, et un tiers de centre gauche. Et tout ce monde là arrivait à travailler ensemble", rappelle Matthieu Lamarre, longtemps directeur de la communication du mouvement qui a fait lui aussi le choix, à Paris, d'apporter son soutien à la candidate socialiste, sans pour autant apparaître sur les listes PS. "Lors de la présidentielle, on a perdu beaucoup de notre centre droit, qui s'est structuré au sein de l'UDI", rappelle-t-il. Aujourd'hui, c'est la frange gauche qui est proche de la rupture.

"Il y a un revirement d'alliance un peu difficile pour un certain nombre de cadres, concède Matthieu Lamarre. Pendant deux ans, au niveau national, on a invité nos candidats à constituer des listes autonomes ou à créer des ponts avec des élus de gauche modéré. Puis, finalement, on leur a dit qu'il fallait faire des alliances avec l'UDI et l'UMP". Un virage qui découle de la naissance début octobre de "l'Alternative", fruit du rapprochement entre le MoDem et l'UDI et dont la charte mentionne noir sur blanc que "la droite républicaine" est le "partenaire naturel".

A Lille, Jacques Richir adjoint de Martine Aubry, repart avec la maire socialiste dès le premier tour, mais sans le logo MoDem sur ses tracts. A Dijon, plusieurs militants font de même sur la liste de François Rebsamen, sans le soutien du parti. Des cas analogues existent aussi à Montpellier, ou encore à Saint-Etienne, mais c'est à Marseille que la situation est sans doute la plus explosive.

### **"Je suis tout sauf un caméléon"**

Jean-Luc Bennamhias, vice-président du MoDem et chef de file de l'aile gauche du mouvement est sur le point de conclure un accord avec le socialiste Patrick Mennucci. Les échanges avec la direction du MoDem ont été vifs et publics. Par lettres interposées, François Bayrou et le député européen se sont affrontés, le premier souhaitant que le second apporte son soutien au maire sortant UMP, Jean-Claude Gaudin, conspuant un PS local construit comme une "force clanique, clientéliste visant au contrôle absolu du pouvoir par son appareil et ses apparatchiks".

"Notre rupture est consommée, je ne soutiendrai pas Gaudin, je suis tout sauf caméléon", persiste et signe Jean-Luc Bennamhias, qui s'est mis pour l'instant en "congé" du MoDem, mais n'écarte pas l'idée de le quitter définitivement.

"L'alliance avec l'UDI aurait pu être intéressante si elle n'avait pas été synonyme de 'à droite toute'", regrette celui qui a fait partie des fondateurs du MoDem. Jean-Luc Bennamhias fait aussi observer qu'en l'absence de Jean-Louis Borloo pour raisons de santé, "chacun veut montrer à Nicolas Sarkozy", en misant sur son retour, qu'il est le meilleur" au sein de la formation centriste. L'ancien secrétaire national des Verts refuse ce jeu là : pas question pour lui de faire campagne un jour pour l'ancien président de la République.

### **"C'est toujours compliqué quand on est centriste !"**

"Il n'y a pas d'autre alliance possible" qu'à droite, rétorque le sénateur Jean-Marie Vanlerenberghe, qui a la double étiquette MoDem-UDI. "Celui qui a fermé la porte, c'est François Hollande !", rappelle l'élu du Pas-de-Calais, faisant allusion au refus des socialistes de soutenir François Bayrou lors des élections législatives de 2012.

"Certains aimeraient que le MoDem soit en crise, mais ce n'est pas le cas", poursuit le sénateur qui tient à souligner, pour ceux qui l'auraient oublié, que "le conseil national a approuvé à une très large majorité les orientations proposées par François Bayrou".

Marc Fesneau, le secrétaire général du parti centriste, tient lui aussi à minimiser les divergences de stratégie. "C'est toujours compliqué quand on est centriste ! C'est normal que ça puisse frictionner aux municipales", reconnaît-il. Mais, selon lui, le phénomène est marginal et ne concerne pas plus d'une quinzaine



de villes de plus de 20.000 habitants.

A ceux qui espèrent "une clarification" après les municipales et une plus grande démocratie interne, à l'instar de Matthieu Lamarre ou Jean-François Martins, Marc Fesneau oppose une fin de non recevoir : "La ligne politique est claire et a été donnée au moment de la signature de la charte avec l'UDI".

Si François Bayrou l'emporte à Pau, ces dissensions internes qui déchirent le mouvement pourraient bien être reléguées au second plan. D'autant que suivront les élections européennes pour lesquelles MoDem et UDI partagent la même ligne idéologique. Mais les élections régionales qui se tiendront en 2015 pourraient bien les voir resurgir.

Estelle Gross - Le Nouvel Observateur

## IV) Dans les basses-eaux du Front de gauche, Mélenchon « creuse le sillon tribunitien »

Par Stéphane Allières

**Alors que le différend sur l'utilisation du logo Front de gauche par les communistes alliés au PS a fini par être surmonté (douloureusement), le co-président du Parti de gauche est toujours convaincu qu'il faut « se tenir prêt » à l'effondrement de la social-démocratie, qui « est en train de connaître sa chute du mur de Berlin ».**

« On marche sur un chemin de crête. » Dans le TGV qui le conduit à Montpellier, ce mercredi 19 février, Jean-Luc Mélenchon ne cache rien des difficultés du moment, mais affiche sa sérénité quant à l'avenir du Front de gauche en général, et du sien propre en particulier. Le soir même, pendant qu'il tient meeting dans l'Hérault, le comité départemental du PCF parisien a choisi de rendre les armes, à propos de l'utilisation du logo du Front de gauche par Anne Hidalgo (lire ici). Une querelle jugée jusqu'ici picrocholine et dérisoire par les communistes, mais qui s'est envenimée peu à peu, Mélenchon et les dirigeants du Parti de gauche (PG) ne lâchant pas l'affaire et en faisant une question « symbolique mais essentielle » pour la survie du cartel électoral de

l'autre gauche.



Jean-Luc Mélenchon à la tribune du meeting de Montpellier, le 19 février 2014 © S.A

« Le PG a donné à cette affaire une importance disproportionnée, et, pour tout dire, un peu irresponsable, a jugé le responsable du PCF Paris, Igor Zamichiei, lors d'une conférence de presse jeudi, au siège de la place du Colonel-Fabien. Nous voulons maintenant siffler la fin de la récréation. C'est un message à Jean-Luc Mélenchon : les prétextes, les diversions, c'est fini. » Pour l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle, la satisfaction est grande : « L'enjeu du moment, c'était de se vacciner collectivement pour les régionales et les cantonales à venir. On ne peut plus enchaîner des scrutins réussis où on progresse et des élections à choix multiples. » Mélenchon estime avoir « sous-estimé la disparition de la centralité du pouvoir au PCF », n'imaginant pas que « les consultations locales faisaient à ce point la ligne ». Mais il se félicite malgré tout d'avoir imposé « le débat de la relation au PS partout dans les sections communistes, et les résultats ont été le plus souvent très serrés, dans un sens ou dans l'autre. C'est donc bien qu'il y a une discussion à trancher... »

Ces péripéties semblent pour lui un mal nécessaire, où il ne faut pas s'encombrer de sentiments. L'« affaire du whisky de Périgueux » – la mise à l'écart d'une tête de liste du PG pour avoir bu l'apéro avec l'ancien ministre gaulliste Yves Guéna entraînant une vague de départs de militants du PG en Aquitaine – est totalement assumée. S'il convient du bout des lèvres d'une éventuelle maladresse de langage initiale dans la réaction, il juge que « le déchaînement



médiatique, sans aucune vérification ni recoupement de la réalité de la situation locale, a soudé le parti et conforté son autorité ». Fidèle à sa ligne – ce n'est pas le premier départ de cadres ou de militants, que Mélenchon appelle souvent « des grands blessés de la politique –, le Parti de gauche revendique toujours de se renforcer en s'épurant...

Pour le co-président du parti, « le moment est compliqué, mais les pions sont au bon endroit ». Pour les municipales, il espère « marquer un point quelque part ». Réaliser des bons scores à Paris, Toulouse ou Montpellier. Voire gagner Grenoble, où le PG fait alliance avec les écologistes et plusieurs collectifs citoyens, face à un PS allié avec le PCF, avec le soutien affirmé de Pierre Laurent, le secrétaire national communiste, qui a qualifié ce mercredi dans la cité iséroise, le choix des mélenchonistes de « grave erreur ».

La tension entre les deux principaux dirigeants du Front de gauche laisse des traces dans les équipes militantes locales. À Montpellier, où les communistes se sont rangés au côté du PG, mais où les élus PCF ont rejoint le PS, l'ambiance entre les militants est très tendue, selon plusieurs observateurs. Et le meeting du mercredi soir n'a pas fait salle pleine, loin de là, réunissant entre 800 et 900 personnes. Pas d'état d'âme pour autant, on annonce 1 500 personnes au micro et on fait comme si. Mais ils sont de plus en plus nombreux à s'inquiéter de la dynamique aux prochaines européennes, alors que la constitution des listes devraient encore être l'occasion de chicayas internes, et que le PG entend faire de la surenchère avec le PCF, estimant que ces derniers ne peuvent pas se passer de la force de frappe médiatique du « héraut de l'autre gauche ».

« Pour l'instant, il faut continuer à creuser le sillon tribunitien », dit Mélenchon. À Montpellier, il a fait rire l'assistance en grimant Pierre Gattaz en Harpagon attaché à sa cassette, traité Hollande de « benêt », ou attaqué vigoureusement Manuel Valls. À la fin, devant le moment de flottement qui s'installe, faute de musique, il reprend le micro. « Il faut que je fasse tout ici », lâche-t-il, avant d'entonner a capella une Internationale peu à peu reprise par le public. Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles, également au Zénith de Montpellier, estime que « dans la situation actuelle, il faut continuer à être unitaire et rassembleur plutôt que chroniqueur de la débâcle de la gauche, et poser les bases pour passer à autre chose ». Selon lui, « on n'a rien à gagner du chaos actuel : le Front de gauche est fort quand il

offre une perspective positive ». On touche là à l'autre divergence profonde entre PG et PCF, qui n'a jamais été surmontée pour l'heure : comment construire l'alternative que tous appellent de leurs vœux ?

Pour Jean-Luc Mélenchon, ce débat devrait être tranché par les faits. « En ce moment, à gauche de Hollande, il y a ceux qui ont une stratégie et ceux qui n'en ont pas », note-t-il. Lui a la sienne, la révolution citoyenne prête à s'enclencher « dès que la chaîne craquera », observant que « la social-démocratie est en train de connaître sa chute du mur de Berlin, ça a commencé avec Papandréou en Grèce, ça continue avec la politique de l'offre de Hollande et le SPD qui fait alliance avec Merkel en Allemagne ». Il explique continuer à être très attentifs à approfondir les discussions avec le NPA et les proches d'Eva Joly.

Quand on lui fait remarquer combien il sont nombreux, au PCF comme chez les écologistes ou à la gauche du PS, à le définir comme « un obstacle », qui empêche toute convergence et structuration possibles chez les critiques de l'orientation actuelle du pouvoir, par ses anathèmes récurrents et la virulence de ses interventions, il rétorque, à l'aise : « Cela fait un an et demi que la démonstration est faite que ce rapprochement ne marche pas. On peut continuer à bavarder, à faire des goûters ou des colloques, il n'y a aucun débouché qui émerge. Tout le monde a un couteau sans lame et agite les bras en disant à Hollande : "Attention, on a un manche de couteau !" ». »

Lui fait le pari de remobiliser son électorat de 2012 pour les européennes, estimant que si ces quatre millions d'électeurs revotent Front de gauche, au vu de l'abstention, qui promet d'être forte – notamment à gauche –, une première démonstration de « mise en mouvement » serait faite. Or, selon lui, cette re-mobilisation ne peut passer que par un discours de rupture. Le pari peut s'entendre, mais à l'heure actuelle, il est solitaire et ne suscite guère d'enthousiasme.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## V) Nantes: qui sont les Black Blocs que Valls accuse?



A. G. I vidéo: N. Resman | P. Millet

bfmtv.com

**Le ministre de l'Intérieur soupçonne les membres de cette organisation anarchiste d'être à l'origine des violences qui ont émaillé la manifestation samedi à Nantes.**

Sont-ils les "casseurs" de la manifestation de samedi à Nantes, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes? Masqués et vêtus de noir, les Black Blocs, ces jeunes hostiles aux institutions, ont pour coutume de mener des actions spontanées et parfois violentes, organisées via Internet, lors des manifestations altermondialistes en Europe.

Pour le ministre de l'Intérieur, leur implication dans une "guérilla urbaine" ne fait pas de doute. "Cette violence venant de cette ultra-gauche, de ces 'Black Blocs', qui sont originaires de notre pays mais aussi de pays étrangers, est inadmissible et elle continuera à trouver une réponse particulièrement déterminée de la part de l'Etat", avait affirmé samedi soir Manuel Valls.

"Il n'est pas rare que des Black Blocs répondent à l'appel de leurs camarades et viennent s'agréger aux manifestants 'locaux'", décrypte Christophe Bourseiller, spécialiste de l'extrême gauche. "Il y a un petit village anarchiste dans Notre-Dame-des-Landes, qui s'appelle la Zad [Zone d'activité différée, devenue Zone à défendre, NDLR]. Il est possible que certains viennent séjourner là et en profitent pour passer à l'action".

**"S'ils veulent lutter, on est là"**

Dans cette zone où doit être construit l'aéroport s'est établie une petite communauté qui vit en auto-suffisance derrière des barricades. Leurs membres se disent prêts à poursuivre le combat. "Les situations d'agression exigent de riposter pour défendre un territoire", confie une habitante des lieux à BFMTV. "S'ils veulent continuer à lutter, on est toujours là", confirme un autre.

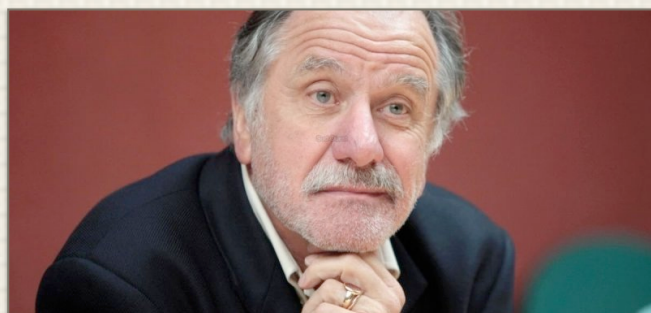
Selon le préfet de Loire-Atlantique, une dizaine

de policiers et de gendarmes ont été blessés et hospitalisés au cours de la manifestation, qui a dégénéré dans les rues de Nantes, et près de 120 souffrent de contusions. Le maire a d'ailleurs décidé de porter plainte. La police examine actuellement les bandes de vidéosurveillance pour identifier les casseurs.

Les "Black Blocs" avaient notamment causé des incendies et des dégradations en marge du sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999 et de celui de l'Otan dix ans plus tard à Strasbourg et à Kehl, en Allemagne.

## VI) Débordements à Notre-Dame-des-Landes : Noël Mamère charge Valls et Ayrault

**Noël Mamère, le député-maire écologiste de Bègles, demande des "clarifications" au gouvernement sur les débordements de Nantes**



Noël Mamère : "On voit que nous avons à EELV des spécialistes du grand écart et que le grand écart, ça ne fait

**Sudouest.fr.**

Que pensez-vous des débordements survenus à Nantes dimanche et de la position des Verts dans cette affaire de Notre-Dame-des-Landes ?

**Noël Mamère.**

Le Premier ministre a demandé aux Verts de sortir de l'ambiguïté. A notre tour, nous lui demandons ainsi qu'au ministre de l'Intérieur des clarifications sur ce qu'il s'est passé à Nantes. Soit, c'est un ministre de l'Intérieur qui n'est pas compétent et qui n'a pas été capable de protéger le centre de Nantes contre les casseurs alors que l'on sait qu'il y a des mouvements radicaux depuis des mois ;



soit, deuxième hypothèse, il a laissé faire d'une certaine manière pour criminaliser le combat des écologistes. Et quand je l'entends employer des mots comme "l'ultra gauche", des mots qui sont exactement les mêmes que ceux de Madame Michèle Alliot-Marie quand elle était ministre de l'Intérieur dans l'affaire de Tarnac, je me dis que je soupçonnerais volontiers le ministre de l'Intérieur d'utiliser les mêmes méthodes que la droite.

### **Qu'est-ce qui vous incite à formuler de tels soupçons ?**

J'attends qu'on m'explique pourquoi on a envoyé une armée de CRS et de gendarmes pour éviter les débordements de la Manif pour tous et pourquoi on n'a pas fait la même chose pour la manif de Notre-Dame-des-Landes ? Et ce alors que ministre de l'Intérieur savait qu'il y avait des gens prêts à en découdre.

Ce lundi matin, Jean-Marc Ayrault a pourtant déclaré qu'on a "besoin de

*"Qu'ils partent ou qu'ils restent au gouvernement, le résultat est le même : l'écologie est déconsidérée."*

tout le monde" pour réussir le pacte de responsabilité. En clair, des Verts y compris. Cherche-t-il à calmer le jeu ?

Le Premier ministre a fait du rétropédalage. Donc, les ministres écologistes du gouvernement peuvent continuer à pratiquer le grand écart sans problème et ils peuvent rester au gouvernement "ad vitam aeternam" dans la mesure où François Hollande et Jean-Marc Ayrault n'ont pas de majorité alternative. Comme ils n'ont ni Bayrou, ni le Front de Gauche, ils sont obligés de faire avec les écologistes. Donc, on va assister à d'autres pantalonades politiques de ce genre. Je pense que Europe Ecologie les Verts est dans une impasse. Mais qu'ils partent ou qu'ils restent au gouvernement, le résultat est le même : l'écologie est déconsidérée.

A la lueur de cette fracture entre les Verts et le gouvernement, estimez-vous que la future loi sur la transition énergétique est menacée ?

On devait l'examiner avant l'été et cela prend du retard. On risque de se retrouver avec une loi « zéro carbone » plutôt qu'avec une loi sur la transition énergétique. Sans compter cette bagarre qui a lieu en ce moment sur le refus du

gouvernement de mettre en place une commission spéciale qui réunirait la commission du développement durable et la commission de l'économie pour examiner ce projet de loi. Aujourd'hui, on veut le réserver à la seule commission de l'économie. C'est plus que symbolique, c'est transformer la transition énergétique en une pantalonade.

Sur les gaz de schiste pensez-vous que le gouvernement tiendra bon sur son refus d'autoriser de telles exploitations ?

*"On voit que nous avons à EELV des spécialistes du grand écart et que le grand écart, ça ne fait pas une politique"*

Mon problème n'est pas de savoir si le gouvernement tiendra bon. Il y a un engagement qui a été pris par le président de la République mais on voit bien que la pression des lobbys est extrêmement forte et relayée y compris par des ministres du gouvernement et plus simplement par Arnaud Montebourg. On est en droit de s'inquiéter sur l'avenir de la transition énergétique. Et je crois que cette loi a du plomb dans l'aile.

### **Les ministres écologistes ne sont-ils plus qu'une sorte de "caution" ?**

On voit que nous avons à EELV des spécialistes du grand écart et que le grand écart, ça ne fait pas une politique. Je veux bien qu'on veuille concilier l'idéal et le pragmatisme, mais quand l'idéal s'efface derrière ce pragmatisme-là qui consiste à rester à tout prix, ça ne me semble pas conforter l'écologie.

### **Vous qui avez quitté Europe Ecologie les Verts comment comptez-vous intervenir dans le débat ?**

Je n'ai pas l'intention de rester taisant. Et j'espère que d'autres voix vont se lever avec moi pour dire que ça suffit. Mais je n'envisage pas la création d'un autre parti c'est trop compliqué. Il ya suffisamment d'hommes et de femmes à EELV et en dehors pour dire que cette situation est devenue insupportable et qu'il faut un sursaut. S'il doit y avoir un sursaut, j'y participerai.

## VII) La « loi Florange » définitivement adoptée au Parlement

Le Monde.fr avec AFP



François Hollande à Florange le 24 février 2012, pendant la campagne présidentielle. | AFP/JEAN-CHRISTOPHE

C'était l'une des promesses de campagne de François Hollande : obliger les entreprises qui veulent fermer une usine à la céder si un repreneur se présente. Adoptée en première lecture le 1er octobre 2013 à l'Assemblée, la proposition de « loi Florange » a été définitivement adoptée lundi 24 février au Parlement par un ultime vote.

Le texte cosigné par des socialistes, des écologistes et des radicaux de gauche pour « redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel » a été profondément remanié depuis son dépôt le 1er mai 2013. Rejetée à nouveau vendredi au Sénat, il sera soutenue par la grande majorité de la gauche et combattue par la droite.

### « WATERLOO ÉCONOMIQUE »

« Quand une grande firme ne veut plus d'une unité de production et ne veut pas non plus la céder », elle aura l'« obligation » de la vendre, promettait le candidat Hollande pendant la campagne présidentielle. Finalement, le texte oblige seulement les entreprises de plus de mille salariés à chercher un repreneur pendant trois mois, sous peine de pénalités.

Un groupe ne jouant pas le jeu de la recherche d'un repreneur pourra être condamné à verser une pénalité pouvant atteindre vingt smic mensuels par emploi supprimé — mais pas plus de 2 % de son chiffre d'affaires —, voire à rembourser des aides publiques perçues lors des deux dernières

années, à la demande des collectivités les ayant accordées.

Le Front de gauche s'achemine encore vers l'abstention sur un texte d'« affichage », alors qu'il faudrait empêcher les fermetures et « interdire les licenciements boursiers ». La droite crie au « Waterloo économique » et rejette une proposition « anachronique » à l'heure du « pacte de responsabilité » avec les entreprises.

Sans attendre la fin du parcours parlementaire, les députés UMP ont annoncé qu'ils saisiraient le Conseil constitutionnel en raison des « atteintes au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre » que pourrait comporter la proposition de loi.

Les noms d'ArcelorMittal, de Petroplus, de Goodyear, de Pilpa et d'autres groupes ayant fermé des usines ont émaillé pendant des mois les débats parlementaires sur ce texte. Le PS peut se targuer à cet égard d'avoir enrôlé l'emblématique syndicaliste CFDT de l'aciérie d'ArcelorMittal Edouard Martin comme tête de liste pour les élections européennes dans le Grand Est, ce que certains ont vécu comme une « trahison » après son combat contre la fermeture des hauts-fourneaux.

An advertisement for a private investigation service. The top part features the text 'ENQUÊTEUR PRIVÉ' in large, bold, yellow letters on a black background, with a paperclip icon. Below this, it says 'DIPLOME DE LA FACULTE DE DROIT DE PARIS II - PREFECTURE VAL-DE-MARNE N° 250'. The main body of the ad is divided into two columns of services: 'Filatures', 'Vois et Détournements', and 'Travail illégal' on the left; 'Audits, assistances', 'Recherches de personnes', and 'Conseils juridiques' on the right. Below these columns, it states 'QUALITÉ ET ... DISCRÉTION ABSOLUE'. At the bottom, it reads 'COMMUNICATIONS - RECHERCHES', 'Tél/Fax : 01.46.58.02.44', and 'communications-recherches2@wanadoo.fr'.



## VIII) Virginie Despentes réagit à la « polémique Tomboy »



Published on février 24th, 2014 | by TroisCouleurs

**Le numéro 119 de Trois Couleurs sortira le 5 mars, mais nous publions en avant-première une interview que nous venons de réaliser pour notre dossier « Cinema pour tous ».**

### **Note de la rédaction :**

Le prochain numéro de Trois Couleurs aura pour titre « Cinéma pour tous ». Nous nous interrogeons après une suite d'événements à l'écho complexe dans l'après « manif pour tous » et le scandale du « tous à poil » : l'interdiction de *Nymphomaniac 2* aux moins de 18 ans ; la polémique autour de la diffusion de *Tomboy* à l'école et sur Arte ; plus tôt, à l'été 2013, le retrait de l'affiche de *L'Inconnu du lac* par deux municipalités... La crispation des débats menace ainsi l'idée d'un « cinéma pour tous ». Pas dans le sens d'un « cinéma visible par tous » – il est évident que *Nymphomaniac 2* ne doit pas être proposé à des élèves de CM2 –, mais dans le sens d'un « cinéma qui parle de tous », qui accompagne ou devance l'évolution des mœurs. Le numéro 119 de Trois Couleurs sortira le 5 mars, mais nous publions en avant-première une interview que nous venons de réaliser pour notre dossier central. Celle de Virginie Despentes, écrivaine et réalisatrice de films, dont *Baise-moi*

en 2000, film interdit suite à une requête de l'association Promouvoir, puis classé X avant d'être interdit au moins de 18 ans.

Propos recueillis par Juliette Reitzer

### **Qu'est-ce que la subversion au cinéma ? Tomboy est-il un film subversif ?**

Le cinéma est une industrie, il est au service du pouvoir dominant, toujours. Le pouvoir dominant n'a pas envie que les femmes évoluent trop rapidement – donc le cinéma continue de montrer essentiellement des femmes jeunes, belles, minces qui se préoccupent surtout des hommes et de leur bien-être et qui ne parlent pas trop... Le reste du temps, les femmes au cinéma prennent des douches et des bains, parce que c'est important de montrer leur corps nu, je suis stupéfaite quand je regarde les films de l'importance des scènes de salle de bains pour justifier l'exhibition du corps féminin...

Il y a quand même une subversion fine, ces dernières années, avec une génération de réalisatrices qui signent des films vraiment intéressants... Comme les derniers films

d'Isabelle Czajka, de Marion Vernoux ou d'Emmanuelle Bercot. Je crois même que dans ces trois films on échappe à la salle de bains, c'est dire si c'est radical ! À ma connaissance c'est la première fois que des films parlent des femmes sans les juger ni les sadiser, et donnent à des actrices un espace suffisant pour camper des personnages qu'on ne connaissait pas encore à l'écran.

Le film de Céline Sciamma, *Tomboy*, ne devient subversif que parce que Civitas s'y oppose. Sinon il faisait partie de ces films que je viens de citer, qui proposent de nouveaux personnages, sans les sadiser pour leur différence. *Tomboy*, c'est l'histoire d'une petite fille qu'on va regarder avec douceur. Je n'imagine pas trop Céline Sciamma se frottant les mains en relisant son scénario et se réjouissant dans un éclat de rire sardonique : « Ah ah je vais convertir plein de gentilles petites filles en grosses gouinasses » – ou alors elle cache bien son jeu, parce que le film ne ressemble pas franchement à une œuvre de propagande.

« Ce que Civitas vient dire c'est :

on ne peut pas regarder avec douceur ceux que nous devons regarder comme des monstres. »

**Qu'est-ce qui d'après vous explique la montée au créneau de Civitas pour tenter d'empêcher la diffusion de *Tomboy* ?**

C'est la douceur du regard qui impressionne, et qui pour Civitas est subversive, de façon insupportable. Je ne crois pas que chez Civitas qui que ce soit imagine sincèrement qu'il suffise de voir *Tomboy* pour changer d'orientation sexuelle. Et encore une fois, n'oublions pas que tout le reste de la propagande à laquelle sont soumis les enfants va dans le même sens : les filles et les garçons ce n'est pas pareil, les petites filles sont là pour faire des bébés et les petits garçons pour régner sur le monde. Donc ce que Civitas vient dire c'est : on ne peut pas regarder avec douceur ceux que nous devons regarder comme des monstres. Ce que Civitas tient à rappeler, c'est : dès la maternelle, repérons les pièces défectueuses et interdisons tout regard doux sur elles. Il y a d'un côté les obéissants et les soumis, tous ceux qui dépassent doivent tomber sous l'opprobre.

Ce qui se joue, c'est pouvoir affirmer : nos enfants nous appartiennent. Entièrement. S'ils sont différents de ce que nous attendions, nous

avons le droit de les éliminer. C'est pourquoi les livres les inquiètent tant, car quand les enfants apprennent à lire ils échappent à leurs parents, ils peuvent aller chercher une vision du monde différente de celle qu'on leur sert à la maison, et l'école les inquiète aussi – ce moment où les enfants ne sont plus enfermés sous leur seul contrôle.

Le problème, d'une part, c'est qu'il faut que Civitas comprenne que la France n'est pas composée que de catholiques intégristes. Ces gens ont des écoles, financées par l'état, ils doivent comprendre que les écoles ne sont pas des usines à produire des futurs petits catholiques intégristes.

L'autre problème, c'est qu'il y a quelque chose de touchant car de désespéré dans leur démarche : à l'heure d'internet, les gars, bonne chance pour mettre vos enfants sous coupe !

« Ça ne m'étonne pas que la nymphomane de Lars Von Trier les titille... »

La chaudasse, pour les religieux intégristes de tous poils, c'est le top de la femme dangereuse. »

**Quels sujets cristallisent selon vous le plus les vellétés des censeurs, et pourquoi ?**

Le sujet qui obsède les censeurs intégristes catholiques, c'est le genre. Les femmes appartiennent à l'église traditionnelle – leur sexualité, leur corps, leurs enfants – tout leur est confisqué. C'est pourquoi l'église, quand ils ne sont pas dans la rue pour dire que les femmes DOIVENT se marier avec des hommes, descendent dans la rue pour dire que les femmes DOIVENT porter leurs enfants jusqu'au bout, ne pas prendre la pilule, ne pas utiliser de capotes, et qu'elles DOIVENT être éduquées dès leur plus jeune âge en tant que Femme, c'est à dire en tant que futures MAMANS.

Dès qu'il y a pécheresse, l'église s'indigne de ce qu'on touche à ce qui lui appartient. Ça ne m'étonne pas que la nymphomane de Lars Von Trier les titille... La chaudasse, pour les religieux intégristes de tous poils, c'est le top de la femme dangereuse. Les séductrices, les putes, les salopes, etc... l'église est vent debout. Ce n'est pas « ça », une femme. Une femme ça n'aime le sexe que pour faire des bébés car une femme, c'est avant tout une maman, il ne faut pas qu'elle l'oublie.



À mon sens, les intégristes catholiques font beaucoup de bruit pour pas grand-chose : je regarde les pubs, les jeux vidéo, la musique pop, le hip hop, les films qui cartonnent, la littérature jeunesse, la bande dessinée pour enfants... et franchement on ne peut pas dire qu'on s'attaque beaucoup à leurs stéréotypes patriarcaux : il faut vraiment qu'ils creusent et cherchent la petite bête pour extirper un petit film ou un petit livre qui ne soit pas scrupuleusement respectueux des stéréotypes... L'idée selon laquelle les filles n'aiment pas trop le sexe, qu'elles sont de superbes victimes, et que la seule chose qui les valorise c'est la maternité est défendue à longueur de temps.

« Le problème, avec le Conseil d'Etat, par exemple pour Baise-moi,

c'est que tu retrouves sept septuagénaires qui regardent ce film en noir et blanc

**En 2000, la sortie de Baise-moi a été très mouvementée : interdiction initiale aux moins de 16 ans, montée au créneau de Promouvoir, annulation du visa d'exploitation par le Conseil d'état, nouvelle classification X et finalement interdiction aux moins de 18 ans. La décision finale d'interdire Baise-moi aux moins de 18 ans sans toutefois le classer X a fait jurisprudence. Que pensez-vous de cette distinction ?**

L'idéal aurait été qu'à la place de Catherine Tasca [Ministre de la Culture et de la Communication de mars 2000 à mai 2002, ndlr], il y ait à l'époque un ministre de la culture de gauche qui réfléchisse deux minutes... au lieu de donner entièrement raison à l'extrême droite, c'était le moment parfait pour abolir la loi sur le X. C'est à dire décider qu'un certain genre de films serait interdit aux moins de dix huit ans, mais montrable au public adulte dans les salles traditionnelles, et montrables à la télévision après minuit... La loi sur le X, et les impôts assassins – et de nature éhontément proxénètes – qui empêchent le développement du genre pornographique conduisent au développement sur internet d'une pornographie parfaitement dégueulasse. Les réalisateurs ont envie de faire des films pornographiques, les comédiens et comédiennes ont envie de faire carrière dans la pornographie, et les spectateurs ont envie de voir de bons films avec des scènes de sexe... On devrait pouvoir regarder des films de qualité qui seraient des films pornographiques.

**D'après vous, le contrôle des autorités sur les sorties de films est-elle légitime ?**

Ça me paraît raisonnable que la commission de classification donne des indications d'âges. Tous les films passent devant cette commission. Ce contrôle de l'Etat me paraît légitime. C'est un contrôle exercé par un collège de quatorze personnes, toute la société y est représentée, même l'extrême droite la plus farouche, mais aussi la droite et la gauche plus modérées... Ce qui me paraît important, c'est de veiller à ce que cette commission représente effectivement tout le monde, de façon équitable.

Ensuite, non, je ne vois pas ce que le Conseil d'Etat vient faire là dedans. Ni pour Baise-moi ni pour Dieudonné ni pour aucun spectacle... Le problème, avec le Conseil d'Etat, par exemple pour Baise-moi, c'est que tu retrouves sept septuagénaires qui regardent ce film en noir et blanc parce qu'ils ne savent pas régler leur magnétoscope, et ces malheureux sept papys n'ont jamais vu un film de William Friedkin ou de John Waters de toute leur vie... Ils ne comprennent pas grand chose. Passer du Magicien d'Oz au dernier Lars Von Trier sans aucun élément d'explication d'image contemporaine, c'est un choc... Il faut que les commissions soient composées de gens qui savent ce qui se passe dans l'expression artistique de l'époque, sinon on arrive à des décisions hautement improbables.

**D'après vous, quel rôle le cinéma doit-il jouer dans l'évolution des mœurs et des mentalités ?**

D'après moi le cinéma continue de jouer un rôle décisif dans l'évolution des mœurs et des mentalités – il le joue en restant très en retrait des avancées de la société. Il s'est passé quelque chose d'intéressant, ces dernières temps, entre L'Inconnu du lac, Tomboy, Nymphomaniac, La Vie d'Adèle, Les Garçons et Guillaume, à table... C'est comme si les réalisateurs retrouvaient un peu de liberté, et avaient envie de faire le cinéma qu'ils imaginent, pas le cinéma qu'on les autorise à produire... La réaction ne s'est pas faite attendre, car les intégristes catholiques sont très vigilants. Mais c'est une bonne nouvelle, ces films qui ressemblent à la vie quotidienne. Par contre, je ne crois pas que les décideurs – les chaînes télé, les distributeurs, les collectivités locales, etc. – aient envie d'avoir des problèmes. Ils veulent juste produire des films qui permettront de vendre du pop corn et du coca, à des familles entières, sans effrayer personne...



Donc on peut craindre que les films qui seront mis en production dans les dix années à venir seront de nouveau des films qui ne posent aucun problème à personne... un peu le contraire de ce que doit être la culture. J'ai bien peur qu'on soit repartis pour un tour de femmes-enfants, femmes-mères et femmes dans la salle de bains, le cinéma qui ne fait pas peur aux lobbyistes intégristes catholiques...

Heureusement, Internet et la simplification des modes de captation peuvent faire espérer l'émergence de films hors normes, hors cadres, et leur diffusion à grande échelle... Peut-être que la donne sera bouleversée par la base ?

Photos: extraits du film Tomboy de Céline Sciamma © Pyramide Distribution



## IX) Pourquoi ont-ils tué Jaurès...



Par Le Nouvel Observateur

**Deux ouvrages cernent la personnalité exceptionnelle du tribun socialiste assassiné il y a cent ans, à la veille de la Première Guerre mondiale**



Discours de JEAN JAURES au Pré-Saint-Gervais, le 25 mai 1913. (©© Maurice-Louis Branger / Roger-Viollet)

**Jean Jaurès avait une stature.**

Il était une statue vivante du socialisme français. Le tribun fut revolvérisé au Café du Croissant, le

31 juillet 1914, par le geste fou du bien nommé Raoul Villain. Le bruit mat de sa chute indiqua l'ampleur de la guerre qu'il redoutait:

*Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe: ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de trois cent mille hommes, mais quatre, cinq et six armées de deux millions d'hommes. Quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie!*

Deux ouvrages, dans cette année du centenaire, font le point sur cet homme dont on a perdu un peu la trace et l'esprit, au point qu'il a pu servir de référence à Nicolas Sarkozy. Peut-être parce que Jaurès n'est pas un système, c'est un exemple.

On ne peut expliquer autrement la place symbolique qu'il occupe dans l'histoire politique française, lui qui n'a jamais été ministre et qui n'a jamais eu d'autre pouvoir que celui d'enflammer le Parlement par son verbe, son humanisme et son socialisme un peu évangélique.

**"Une locomotive puissante..."**

Ce normalien né à Castres, reçu troisième à l'agrégation de philosophie, ne semble avoir vécu que pour la République et pour défendre ses idées. Un homme sans histoire qui a marqué l'Histoire. Pas de maîtresses, pas de scandales. Il aimait simplement les gens, il les comprenait. Il aimait aussi son verbe et se laissait emporter par lui. Envoûté par ses phrases, il fascinait aussi ses ennemis.

Barrès voyait en lui «une locomotive puissante qui passe en emportant un chauffeur, deux si vous voulez, en sueur». Jaurès le savait. Il parlait sans notes pendant des heures. Un spectacle dans lequel il élevait son auditoire et mouillait la chemise, au sens propre. Quand il arrivait à la Chambre avec sa valise de linge de rechange, les députés savaient qu'ils n'allaient pas dormir. «Saint Jean à Pathos», soufflera Clemenceau à l'oreille de Briand...

Mais quelle fougue ! Quelle éloquence ! C'est lui qui faisait une pause, pour donner à ses collègues le temps de souffler un peu. Jaurès, c'est l'improvisation ultime, une mécanique d'imprécision qui se retrouve toujours là où elle



voulait aller. Vers le peuple, avec «l'accent de l'airain», comme disait joliment son ami Jules Renard.

### **L'Obélix de la gauche française**

Jaurès le socialiste et Clemenceau le radical, c'est un peu Obélix et Astérix. Leur potion magique, c'est la politique, mais nul doute que c'est bien Jaurès qui est tombé dedans quand il était petit. Les effets sont chez lui permanents. D'une harangue, il envoie ses adversaires au tapis. Son fleuve emporte tout.

Gilles Candar et Vincent Duclert montrent combien il fut le grand homme d'Etat de juillet 1914. Ils corrigent l'image de ce journaliste métaphysicien et expliquent son socialisme universaliste par ses convictions philosophiques. Jaurès conteste la version matérialiste du marxisme adoptée par Jules Guesde. Il lui oppose l'idéalisme et la justice dans laquelle il voit une force historique.

Elle se manifesterait chez lui lors de son engagement en faveur du capitaine Dreyfus, auprès des mineurs dans la bataille de Carmaux ou dans son anticolonialisme renforcé après son voyage en Amérique latine en 1911. De même, on voit bien ce qui a conduit le député de Carmaux à fonder «l'Humanité»: pour agir en politique.

### **"Le capitalisme porte en lui la guerre"**

La postérité l'a consacré par une place au Panthéon, des avenues et une station de métro. Les grands hommes sont souvent ennuyeux, c'est ce que s'emploient à faire croire les biographes. Gilles Candar et Vincent Duclert ont évité l'écueil tout en dépassant le mythe du «premier des assassinés» de 14-18.

Ils nous montrent un homme dans son temps, un homme qui n'aimait pas la guerre «criminelle si elle n'est pas manifestement défensive» sans être un pacifiste candide. Son ennemi était tout autre. «Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage.»

Dans son anthologie commentée, Bruno Fuligni nous livre la parole de ce tribun qui expliquait que le courage sans la conviction n'avait aucun sens et que tout devait passer par la dignité politique:

*Toute grande réforme, toute grande oeuvre suppose, en même temps que la foi dans l'individu, la transformation du milieu où il doit agir.*

La formule peut encore servir au XXI<sup>e</sup> siècle...

Laurent Lemire

### **Jean Jaurès,**

*par Gilles Candar et Vincent Duclert, Fayard, 680 p., 29 euros.*

### **Le Monde selon Jaurès,**

*par Bruno Fuligni, Tallandier, 220 p., 18,90 euros. En librairies le 27 février.*

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

# JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :  
**Chrétiennes et Musulmanes**  
Une force pour la R.C.A. Centrafrique



## une journée pour un nouveau départ...

**SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h**  
**THEATRE DU GYMNASSE**  
**38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°**

**Entrée Libre**

**Métro : Bonne Nouvelle**

**Parking : Rex Atrium**



*Un évènement organisé par les femmes de*  
**PERLES DE LUMIERE D'AFRIQUE**

**Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99**





# JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Samedi 08 Mars 2014 de 14h à 17h

**Les femmes du monde mettent à l'honneur  
« La femme Centrafricaine »**

**Conférence-Débat sur la situation en République Centrafricaine**

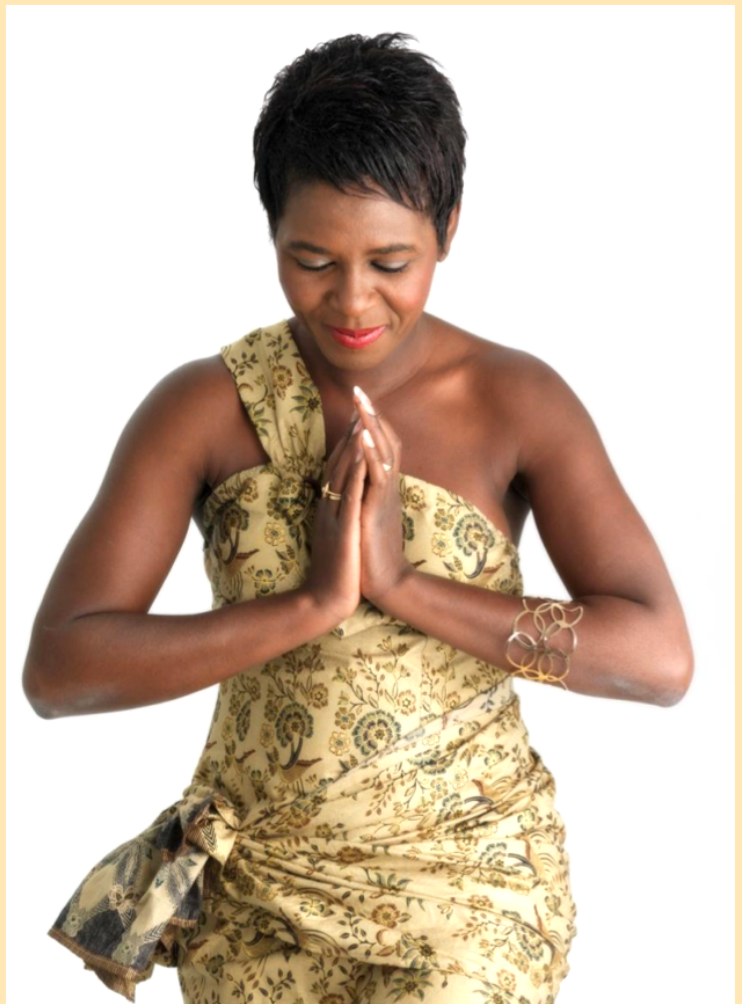
***Le début d'une nouvelle ère***



**SALLE DEVOSGE  
5 bis Rue Devosge  
21000 Dijon**

**Entrée libre (Buffet)**

**Infos :  
06 76 25 16 87  
06 24 12 05 74**



**Lydie Pace (soprano dramatique)  
Frédéric Prébolin (piano)**

*Avec le soutien de la Mairie de Dijon, du Député de la Côte d'Or Laurent Grandguillaume, De la Diaspora AfroAntillaise de Bourgogne, des femmes de « Perles de lumière d'Afrique » (Paris) et de, Fraternité Boganda (Toulouse & Le KremlinBicêtre), avec le parrainage de Madame Boganda Hélène.*